



**SORBONNE
UNIVERSITÉ**



Ifremer



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**DÉLÉGATION CÔTE D'AZUR
250 RUE ALBERT EINSTEIN
06560 SOPHIA ANTIPOLIS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

APPEL D'OFFRES OUVERT

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR LA FOURNITURE DE CAPTEURS BIO-
OPTIQUES POUR PROFILEUR BGC-ARGO**

Procédure 2025-03

Version : 31/03/2025

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PREAMBULE	4
DEFINITIONS	4
ARTICLE 1 – OBJET – ALLOTISSEMENT – MISE À DISPOSITION DE L’ACCORD-CADRE – FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	6
1.1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS.....	6
1.2 – ALLOTISSEMENT DE L’ACCORD-CADRE	6
1.3 – MISE A DISPOSITION DE L’ACCORD-CADRE	6
1.4 – OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
ARTICLE 2 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET MONTANT DE L’ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLE DE L’ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 5 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	8
5.1 – PERIODICITE DES CONSULTATIONS.....	8
5.2 – PROCEDURE DE REMISES EN CONCURRENCE DES MARCHES SUBSEQUENTS	8
5.3 – FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	9
5.4 – DOCUMENTS DE LA CONSULTATION RELATIVE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	9
5.5 – MODALITES D’ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
5.6 – INFRUCTUOSITE - DECLARATION SANS SUITE	12
5.7 – NOTIFICATION DU MARCHÉ SUBSEQUENT	12
5.8 – CONTENU DES OFFRES DES TITULAIRES AUX CONSULTATIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....	12
5.9 – PROCEDURE D’ACQUISITION HORS ACCORD-CADRE.....	13
ARTICLE 6 – COMMUNICATION	13
ARTICLE 7 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L’ACCORD-CADRE.....	13
7.1 – GENERALITES.....	13
7.2 – MODIFICATIONS MINEURES	14
7.3 – MODIFICATION MAJEURES	14
ARTICLE 8 – MODIFICATION DE L’ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE L’ACCORD-CADRE	14
9.1 – RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	15
9.2 – RESILIATION A LA DEMANDE DU TITULAIRE	15
9.3 – RESILIATION POUR FAUTE.....	15
ARTICLE 10 – DROIT – LANGUE	15
ARTICLE 11 – MODALITES D’EXECUTION EN MATIÈRE DE CONFIDENTIALITÉ, DE PROTECTION DES DONNEES, DE SECURITE ET DE PRÉVENTION DES RISQUES	16
11.1 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES.....	16
11.2 – ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)	16
11.3 – PERSONNEL DU TITULAIRE	17

11.4 – OBLIGATIONS DE CONSEIL	18
11.5 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	18
ARTICLE 12 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L’EXECUTION DES MARCHES.....	18
SUBSEQUENTS.....	18
12.1 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE SUBSEQUENT	18
12.2 – OBJET DU MARCHE SUBSEQUENT	19
12.3 – COMMENCEMENT D’EXECUTION.....	19
12.4 – SPECIFICITES DES MARCHES SUBSEQUENTS A TRANCHES.....	19
12.5 – DUREE DU MARCHE SUBSEQUENT	19
12.6 – DELAIS	19
12.7 – MONTANT DU MARCHE SUBSEQUENT	20
12.8 – DEVELOPPEMENT DURABLE	20
12.9 – EMBALLAGE ET TRANSPORT	20
12.10 – CONDITIONS DE LIVRAISON.....	20
12.11 – GARANTIES CONTRACTUELLES	21
12.12 – DELAI D’INTERVENTION ET DE REPARATION ET DELAI DE REPONSE A UNE DEMANDE D’INTERVENTION	21
ARTICLE 13 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX.....	22
13.1 – FORME DES PRIX	22
13.2 – CONTENU DES PRIX	22
13.3 – VARIATION DES PRIX	22
ARTICLE 14 – AVANCE	23
ARTICLE 15 – ACOMPTES	23
ARTICLE 16 – CONSTATATION DE L’EXECUTION	23
16.1 – GENERALITES.....	23
16.2 – COMMENCEMENT – MODALITES ET DELAIS DE VERIFICATION-ADMISSION DES PRESTATIONS	25
ARTICLE 17 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DES MARCHES	
SUBSEQUENTS.....	25
17.1 – FACTURATION.....	25
17.2 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	26
17.3 – DELAI DE PAIEMENT	27
17.4 – INTERETS MORATOIRES	28
17.5 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE – CESSION DE CREANCES DES MARCHES SUBSEQUENTS	28
ARTICLE 18 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	28
18.1 – RESPONSABILITE.....	28
18.2 – ASSURANCE	28
ARTICLE 19 – PENALITES APPLICABLES	29
19.1 – PENALITES POUR NON REPONSE AUX REMISES EN CONCURRENCE	29
19.2 – PENALITES POUR RETARD D’EXECUTION	29
19.3 – PENALITES POUR NON-RESPECT DU DELAI D’INTERVENTION ET DE REPARATION EN CAS DE PANNE	29
19.4 – PENALITES POUR NON-RESPECT DU DELAI DE REPONSE A UNE DEMANDE D’INTERVENTION.....	30
19.5 – PENALITES POUR NON-TRANSMISSIONS DES INFORMATIONS PREVUES A L’ARTICLE 6 DU PRESENT CCAP	30
ARTICLE 20 – RÉSILIATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	30
20.1 – RESILIATION SANS FAUTE	30
20.2 – RESILIATION POUR FAUTE.....	30
20.3 – LITIGES RELATIFS A UN MARCHE SUBSEQUENT.....	31
ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG-FCS POUR L’EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	31

PREAMBULE

La communauté française et européenne est fortement impliquée dans la gestion et l'achat de profileurs dans le cadre du programme Biogeochemical-Argo (BGC-Argo)¹. Dans ce cadre, les établissements suivants :

- Le CNRS
- Sorbonne Université
- L'Ifremer
- L'ERIC Euro-Argo

se sont constitués en un groupement de commandes en vue d'acquérir des capteurs bio-optiques afin d'équiper des profileurs BGC-Argo. Ces partenaires réunis représentent aujourd'hui l'achat et la gestion d'environ un quart des profileurs BGC du programme Argo.

DEFINITIONS

Les termes et expressions employés avec une majuscule/minuscule dans les présentes ont la définition suivante :

« **Argo** » : Désigne le programme international Argo (<https://argo.ucsd.edu/>) dédié à l'observation des océans en utilisant des engins autonomes appelés profileur Argo. La composante BGC-Argo de ce programme est dédiée à l'observation des variables BioGeoChimiques.

« **Bénéficiaire** » : désigne tout pouvoir adjudicateur au sens de la Directive européenne 2014/24/UE, lié à la gestion et au fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la valorisation de ses résultats et du transfert de technologie, y compris le CNRS pour ses propres besoins.

« **Cahier des spécifications techniques (CST)** » : document servant de support contractuel aux marchés subséquents types. Le CST apporte des précisions non spécifiées dans le présent Accord-cadre. La trame de CST utilisée figure en annexe 2 du présent CCAP. Il peut le cas échéant être complété d'annexes et évoluer à l'initiative du Bénéficiaire.

« **CCAP** » : désigne cahier des clauses administratives particulières.

« **CCAG-FCS** » : désigne le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

« **CCP** » : désigne Code de la commande publique.

« **CCTP** » : désigne cahier des clauses techniques particulières.

« **CNRS** » : désigne le Centre national de la recherche scientifique délégation Côte d'Azur (DR20) agissant en qualité de coordonnateur ainsi qu'en tant que Bénéficiaire des prestations objet de l'Accord-cadre.

« **Comptable assignataire** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été ordonnée par l'Ordonnateur. Le comptable assignataire des paiements est précisé dans le Marché Subséquent. La liste des comptables assignataires figure en annexe 2 de l'acte d'engagement.

¹ Biogeochemical-Argo Planning Group. 2016. The scientific rationale, design and Implementation Plan for a Biogeochemical-Argo float array. Edited by Ken Johnson and Hervé Claustre. doi:10.13155/46601

« **CRT** » désigne le cadre de réponse technique des titulaire remis lors de la consultation.

« **ERIC Euro-Argo** » : Désigne l'Infrastructure de Recherche Européenne (ERIC) Euro-Argo agissant en qualité de bénéficiaire des prestations objet de l'Accord-cadre.

« **IFREMER** » désigne l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer agissant en qualité de Bénéficiaire des prestations objet de l'Accord-cadre.

« **Lettre de consultation type** » : désigne la lettre envoyée par le Bénéficiaire par l'utilisation de son profil acheteur (exemple PUMA pour le CNRS) au(x) Titulaire(s) de l'Accord-cadre, sollicitant la passation d'un Marché Subséquent et dans laquelle les modalités de la consultation sont précisées. La trame figure en annexe 1 du présent CCAP.

« **Marché Subséquent** » : désigne le contrat conclu entre le Bénéficiaire de l'Accord-cadre et le Titulaire conformément aux dispositions de l'Accord-cadre, quel que soit sa forme.

« **Marché Subséquent type** » : désigne le Marché subséquent pour lequel le Cahier des Spécifications Techniques (CST) valant acte d'engagement, conclu sur le fondement de l'Accord-cadre, entre le Bénéficiaire de l'Accord-cadre et le Titulaire, après remise en concurrence des Titulaires de l'Accord-cadre multi-attributaires, est utilisé comme support contractuel. Le Marché subséquent peut prendre la forme suivante :

- Marché ordinaire à prix global et forfaitaire ;
- Marché prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande ;
- Marché mixte comprenant une partie à prix global et forfaitaire et une partie à bons de commande ;
- Marché à tranches (tranche ferme et tranche(s) optionnelle(s)).

« **Ordonnateur** » : désigne l'agent représentant le Bénéficiaire chargé d'ordonner l'exécution des dépenses. Il est susceptible de cumuler cette qualité avec celle de Représentant du pouvoir adjudicateur. L'identité de l'ordonnateur est précisée dans chaque Marché Subséquent. La liste des ordonnateurs du CNRS figure en annexe 2 de l'acte d'engagement.

« **Remise en concurrence** » : désigne la procédure ordinaire de consultation de l'ensemble des Titulaires d'un lot de l'Accord-cadre pour l'attribution des Marchés Subséquents.

« **Représentant du pouvoir adjudicateur ou Personne Responsable du Marché** » : désigne le représentant du Bénéficiaire responsable de la passation et du suivi d'exécution de l'Accord-cadre ou du Marché Subséquent.

« **SU** » désigne Sorbonne Université agissant en qualité de Bénéficiaire des prestations objet de l'Accord-cadre.

« **Une prestation supplémentaire éventuelle (PSE)** » : constitue une fourniture ou une prestation en lien avec l'objet du marché que l'acheteur se réserve la possibilité de retenir ou non au moment de la signature du Marché Subséquent. Cette prestation est soit obligatoire soit facultative.

« **Variante à l'initiative de l'acheteur** » : constitue une demande supplémentaire de l'acheteur, définie au préalable dans son cahier des charges. La définition de la variante permet à l'acheteur de se réserver la possibilité de retenir ou non l'offre du soumissionnaire sur cette prestation jusqu'au moment de l'attribution ou, si cette décision n'est pas matérialisée par un acte formel, au moment de la signature du marché subséquent. La variante à l'initiative de l'acheteur peut être une prestation alternative éventuelle (PAE) à une partie de l'équipement ou de la prestation demandée que l'acheteur se réserve la possibilité de retenir ou non au moment de la signature du Marché Subséquent.

« **Variante à l'initiative du candidat** » : désigne les modifications, proposées à l'initiative des candidats, de certaines spécifications décrites dans le cahier des charges et qui sont susceptibles de conduire à des propositions financières plus intéressantes ou à des propositions techniques plus performantes. Les documents de la consultation relatifs aux procédures d'attribution des Marchés Subséquents doivent mentionner les exigences

minimales que les variantes respectent ainsi que les modalités de leur présentation. Les documents de la consultation mentionneront la possibilité laissée au candidat de proposer ou non de telles variantes.

ARTICLE 1 – OBJET – ALLOTISSEMENT – MISE À DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE – FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

1.1 – Objet de l'Accord-cadre à Marchés subséquents

Le présent Accord-cadre porte sur la fourniture de capteurs bio-optiques pour profileur BCG-Argo, dont le périmètre est défini à l'article *Allotissement de l'Accord-cadre* du présent document, visant à couvrir les besoins des Bénéficiaires.

L'unique mode d'acquisition prévu par l'Accord-cadre est l'achat de capteurs neufs dont les caractéristiques minimales sont fixées dans le CCTP.

L'Accord-cadre a vocation à définir les termes généraux régissant la passation et l'exécution par le Bénéficiaire des marchés conclus sur son fondement, ci-après désignés « Marchés Subséquents »

1.2 – Allotissement de l'Accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloti comme suit :

- ❖ Lot 1 : Capteurs de mesure de nitrate
- ❖ Lot 2 : Capteurs de mesure optiques actives
- ❖ Lot 3 : Capteurs de mesure de transmission optique
- ❖ Lot 4 : Capteurs de mesure radiométrique

1.3 – Mise à disposition de l'Accord-cadre

L'Accord-cadre est conclu par le CNRS en qualité de coordonnateur du groupement, qui le met à la disposition des établissements bénéficiaires conformément à la convention de groupement de commandes.

Les bénéficiaires de l'Accord-cadre sont les établissements suivants :

- Sorbonne université
- L'Ifremer
- L'ERIC EURO-Argo

1.4 – Objet des marchés subséquents

Chaque Bénéficiaire passe ses Marchés Subséquents pour ses besoins propres en indiquant le représentant du pouvoir adjudicateur dans son propre Marché Subséquent. Ils sont signés et notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement Bénéficiaire concerné.

L'objet exact des Marchés Subséquents est indiqué dans les pièces constitutives de chaque Marché Subséquent.

Ces derniers ont vocation à fixer avec précision les éléments suivants :

- les caractéristiques techniques et fonctionnelles exactes des capteurs ;
- les prestations complémentaires ;
- l'évolution technologique ;
- la qualité métrologique ;

- la précision des métadonnées associées aux mesures ;
- les quantités ;
- les prix définitifs ;
- les délais d'exécution ;
- la qualité de service ;
- les garanties ;
- ou tout autre élément nécessaire pour répondre au besoin exprimé par le Bénéficiaire.

Les Marchés Subséquents passés sur le fondement de cet Accord-cadre comprennent à minima l'acquisition de capteurs.

ARTICLE 2 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque Titulaire de l'Accord-cadre reçoit notification du coordonnateur des actes d'engagement.

L'Accord-cadre entre en vigueur à compter de sa notification. La date de notification est la date de réception de la copie de l'Accord-cadre signé des deux parties par le Titulaire.

La durée de l'Accord-cadre est de douze (12) mois. L'Accord-cadre est reconduit tacitement trois (3) fois par période de douze (12) mois, 1 an après la date de notification ou de reconduction, ou à compter de la date à laquelle le montant maximum annuel est atteint, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre, le CNRS d'une part, et les membres du groupement d'autre part, ont la possibilité de mettre fin à ce dernier, en notifiant au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'Accord-cadre leur décision de non-reconduction au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur. Le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution, sans préjudice de ses obligations dans le cadre de l'exécution des Marchés Subséquents qui lui ont été notifiés

ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent Accord-cadre qui s'exécute à Marchés subséquents après remise en concurrence, est passé en application des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2121-8 du Code de la commande publique. L'Accord-cadre est multi-attributaires.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum en € HT sur chaque lot se décomposant ainsi :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Montant maximum HT annuel de l'accord-cadre
1	Capteurs de mesure de nitrate	1 750 000 €
2	Capteurs de mesure optiques actives	1 500 000 €
3	Capteurs de mesure de transmission optique	500 000 €

4	Capteurs de mesure de radiométrie	750 000 €
---	-----------------------------------	-----------

ARTICLE 4 – PIÈCES CONTRACTUELLE DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS, l'Accord-cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes pour chacun des lots, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CNRS fait seul foi ;
- Le présent CCAP commun à tous les lots et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CNRS fait seule foi ;
- Le CCTP qui définit les caractéristiques minimales des capteurs ;
- Le CCAG-FCS applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, désigné « CCAG FCS » dans le présent CCAP ;
- L'offre technique du Titulaire pour le lot concerné composée du Cadre de Réponse Technique (CRT) dûment complété, remis par le Titulaire à l'appui de son offre et ses éventuelles annexes.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'Accord-Cadre.

Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire ou modifiant les dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 5 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

5.1 – Périodicité des consultations

La consultation des Titulaires d'un lot de l'Accord-cadre intervient lors de la survenance du besoin. Pendant la durée de validité de l'Accord-cadre, les Bénéficiaires pourront lancer autant de consultations relatives aux Marchés Subséquents que de besoins à satisfaire.

5.2 – Procédure de remises en concurrence des Marchés Subséquents

L'Accord-cadre étant passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, les Marchés subséquents ne peuvent faire l'objet d'une négociation. Il est toutefois possible de demander aux Titulaires répondant à une remise en concurrence par Marché subséquent de préciser la teneur de leur offre.

Dans ce cas, après demande de précisions ou de compléments sur une offre, le délai minimal pour la remise de la réponse est de cinq (5) jours ouvrés.

5.3 – Forme des Marchés Subséquents

A l'initiative du Bénéficiaire, les Marchés Subséquents passés sur le fondement du présent Accord-cadre peuvent prendre les formes suivantes :

- Marché ordinaire à prix global et forfaitaire ;
- Marché à tranches (tranche ferme et tranche(s) optionnelle(s)) ;
- Marché prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande ;
- Marché mixte comprenant une partie à prix global et forfaitaire et une partie à bons de commande.

Le montant maximum des Marchés Subséquents s'exécutant à bons de commandes ou pour partie à bons de commandes, conclus en application de présent Accord-cadre, est précisé dans les pièces contractuelles de chaque Marché Subséquent.

5.4 – Documents de la consultation relative aux Marchés Subséquents

Le Marché Subséquent est rédigé sous la seule responsabilité du Bénéficiaire qui le passe et qui détermine précisément son besoin, notamment au regard des caractéristiques techniques et fonctionnelles du capteur recherché et conformément au CCTP et au CRT des titulaires.

Le dossier de consultation du Marché subséquent type contient :

- une Lettre de consultation précisant les modalités de la consultation (établie sur la base du document modèle figurant en annexe 1 au présent CCAP) ;
- le Cahier des Spécifications Techniques (CST-Type) dont le modèle figure en annexe 2 du présent CCAP et sera qualifié de Marché Subséquent type, complété au besoin d'annexes ;
- le CRT-Type du Marché subséquent dont le modèle figure en annexe 3 au présent CCAP ;
- toute autre pièce jugée utile au moment de la consultation (Cahier des clauses particulières ...).

A l'initiative du Bénéficiaire, la lettre de consultation peut prévoir :

- La possibilité, voire l'obligation, pour le Titulaire, d'effectuer une démonstration de son appareil, selon les modalités de consultation définies au moment de la remise en concurrence ;
- L'obligation pour le Titulaire de remettre au Bénéficiaire des résultats d'analyse (spectres, images, rapports d'analyse, ...) y compris sur des échantillons transmis par le Bénéficiaire, à l'appui de son offre, selon les modalités de consultation définies au moment de la remise en concurrence ;
- La possibilité pour le Titulaire de proposer une ou plusieurs Variantes à son initiative ;
- La possibilité ou l'obligation pour le Titulaire de proposer une ou plusieurs Variantes à l'initiative de l'acheteur ;
- La possibilité ou l'obligation pour le Titulaire de proposer une ou plusieurs Prestations supplémentaires éventuelles, obligatoires et/ ou facultatives, à l'initiative de l'acheteur.

5.5 – Modalités d'attribution des Marchés Subséquents

Les Marchés Subséquents sont passés par le Bénéficiaire sous sa pleine responsabilité, conformément aux dispositions internes prévues par le Bénéficiaire en matière de délégations de pouvoir à ses personnels en vigueur au moment de la passation du Marché Subséquent.

Par principe, les Marchés Subséquents sont attribués après Remise en concurrence de l'ensemble des Titulaires du lot auquel se rattache l'objet du Marché Subséquent, suivant les modalités particulières précisées à l'article *Particularités des Remises en concurrence*.

Par dérogation, et conformément à l'article R.2162-10 du Code de la commande publique, l'attribution de certains marchés subséquents ne donnera pas lieu à remise en concurrence lorsqu'il apparaît que, pour des raisons techniques, seul un des Titulaires du lot de l'Accord-cadre est en mesure de pouvoir répondre au besoin du Bénéficiaire, suivant les modalités particulières précisées à l'article *Attribution des Marchés Subséquents sans Remise en concurrence*.

5.5.1 – Particularités des Remises en concurrence

L'annexe n°1 au présent document décrit de manière synthétique les étapes successives conduisant à la notification des Marchés Subséquents suite à la Remise en concurrence.

5.5.1.1 – Modalités de transmission de la Remise en concurrence

En application des articles R.2162-7 à R.2162-12 du code de la Commande publique, les Titulaires du lot concerné par le besoin sont remis en concurrence.

Les Remises en concurrence contenant les documents de la consultation relatifs au Marché Subséquent sont transmises à tous les Titulaires du lot concerné par l'utilisation du profil acheteur du Bénéficiaire.

Le numéro de Remise en concurrence, figurant sur la Lettre de consultation et sur le Cahier des Spécifications Techniques (CST), est propre à chaque Marché Subséquent.

5.5.1.2 – Adresse électronique d'envoi des Remises en concurrence

Le Titulaire s'engage à fournir au CNRS au moins une adresse électronique non nominative et valide durant toute l'exécution du présent Accord-cadre, qui pourra être utilisée par les Bénéficiaires pour la transmission électronique de leurs Remises en concurrence et de tout autre courriel en relation avec les procédures de passation des Marchés Subséquents.

Cette adresse électronique est précisée à l'Acte d'Engagement remis par le titulaire dans son offre. Il est possible de spécifier une adresse propre à chaque lot.

Toute demande de modification de cette adresse électronique pour l'exécution de l'Accord-Cadre doit être transmise au CNRS (dr20.liste.marches@cnrs.fr) au moins un (1) mois avant la date de début d'utilisation demandée.

En cas de changement d'adresse électronique en cours d'exécution de l'Accord-Cadre, il est conseillé au Titulaire de maintenir opérationnelle l'ancienne adresse pendant au moins trois (3) mois suivant la date de début d'utilisation demandée pour la nouvelle adresse.

Il appartient au Titulaire de contrôler que les Remises en concurrence et tous les courriels des Bénéficiaires envoyés à cette adresse électronique ne soient pas déversés dans les courriers indésirables ou ne soient pas interceptés par une mesure de sécurité de type "CAPTCHA".

Aucune contestation relative à la non réception d'une consultation par courriel ne sera recevable, dès lors que la consultation aura été effectuée en utilisant la dernière adresse électronique communiquée par le Titulaire.

5.5.1.3 – Délai de réponse

Le délai de réponse est fixé par le Bénéficiaire dans la lettre de consultation. Il ne peut être inférieur à quatorze (14) jours calendaires à compter de la date d'envoi de la lettre de consultation.

5.5.1.4 – Obligation du Titulaire de répondre aux Remises en concurrence

Le Titulaire de l'accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des Remises en concurrence, y compris lorsque l'objet du marché subséquent n'est manifestement pas en accord avec la gamme de matériels que le Titulaire est en mesure de proposer.

Le Titulaire qui n'est pas en mesure de répondre à une remise en concurrence, informe et expose les motifs de sa décision au Bénéficiaire, avant la date limite de remise des offres fixées.

Le Titulaire doit le cas échéant apporter une réponse à des demandes de précision concernant son absence d'offre. En cas de manquement à cette obligation le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article *Pénalités pour non réponse aux Remises en concurrence* du présent CCAP.

5.5.1.5 – Critères d'analyse des offres

Après ouverture des offres et avant de procéder à leur examen, si le Bénéficiaire constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, celui-ci peut décider de demander à tous les Titulaires de l'accord-cadre concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous. Les offres inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

A son initiative, le Bénéficiaire peut ouvrir une phase de régularisation des offres et ainsi régulariser les offres irrégulières, à la condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

A l'issue de cette phase, le Bénéficiaire élimine les offres qui demeurent irrégulières.

Les critères suivants sont ensuite pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, selon la pondération exacte indiquée dans la lettre de consultation :

→ **Valeur technique de l'offre** (pondération comprise entre 40 et 70 %) ;

→ **Prix** (pondération comprise entre 30 et 60 %) ;

→ **Délais** (pondération comprise entre 0 et 20 %).

A l'initiative du Bénéficiaire, les critères peuvent le cas échéant être affinés par des sous-critères pondérés (exemple le critère valeur technique de l'offre : les performances techniques et/ ou la qualité de service).

5.5.1.6 – Attribution du Marché Subséquent

Suite à l'analyse des offres régulières, acceptables et appropriées, le Bénéficiaire prend la décision d'attribuer le Marché Subséquent.

Il informe sans délai les Titulaires écartés.

Article 5.5.2 – Attribution des Marchés Subséquents sans Remise en concurrence

L'utilisation de ce dispositif relève de la seule responsabilité de l'établissement bénéficiaire de l'accord cadre.

5.5.2.1 – Modalités de transmission du projet de Marché Subséquent

Les documents de la consultation relatifs au Marché Subséquent sont transmis au seul Titulaire du lot concerné pouvant répondre au besoin par l'utilisation du profil acheteur du Bénéficiaire.

5.5.2.2 – Délai de réponse

Le délai de réponse est fixé par le Bénéficiaire dans la lettre de consultation. Il ne peut être inférieur à quatorze (14) jours calendaires à compter de la date d'envoi de la lettre de consultation.

5.5.2.3 – Analyse de l'offre

A son initiative, le Bénéficiaire peut ouvrir une phase de négociation de(s) l'offre(s) ou une phase de régularisation et ainsi régulariser l'(es) offre(s) irrégulière(s) ou inacceptable(s), à la condition qu'elle(s) ne soi(en)t pas anormalement basse(s).

5.6 – Infructuosité - Déclaration sans suite

5.6.1 – Infructuosité

Dans l'hypothèse où en réponse à une consultation, seules des offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières ont été présentées ou si aucune offre ne lui a été transmise, le Bénéficiaire peut recourir à une procédure hors accord-cadre.

Dans l'hypothèse où en réponse à une remise en concurrence, seules des offres arrivées hors délai ont été présentées, le Bénéficiaire procède à une nouvelle remise en concurrence.

5.6.2 – Déclaration sans suite

Le Bénéficiaire peut, à tout moment, déclarer sans suite la consultation.

Il en informe alors le(s) Titulaire(s) via le profil acheteur du Bénéficiaire dans les plus brefs délais.

5.7 – Notification du Marché Subséquent

La notification du Marché Subséquent consiste en la transmission au Titulaire, par le Bénéficiaire, d'une copie du Marché Subséquent signé des deux parties.

La notification peut intervenir sans délai après la décision d'attribution du marché, sous réserve d'avoir procédé à l'information des soumissionnaires rejetés.

5.8 – Contenu des offres des Titulaires aux consultations relatives aux Marchés Subséquents

Le Titulaire qui souhaite participer à la consultation transmet une offre technique et financière selon les modalités précisées dans la lettre de consultation.

Dans le cas d'un Marché Subséquent Type, le Titulaire transmet, à l'appui de son offre, le Cahier des Spécifications Techniques (CST-type annexe 2 du présent CCAP) dont il aura préalablement complété les parties le concernant. En aucun cas, les parties réservées au Bénéficiaire ne peuvent être modifiées par le Titulaire. Les modalités de transmission sont précisées dans la lettre de consultation.

Sauf stipulations contraires dans la lettre de consultation, les offres transmises par les Titulaires de l'Accord-cadre ne doivent pas obligatoirement être signées au stade de leur dépôt.

D'autres pièces peuvent, le cas échéant, venir compléter la liste des éléments constitutifs de la réponse du Titulaire indiquée ci-avant, ainsi que les termes fixés dans le présent Accord-cadre, et notamment un cadre de réponse technique adossé au Marché Subséquent.

➤ *Offre technique*

L'offre technique du Titulaire en réponse à la consultation ne peut être d'un niveau de qualité inférieur à celui figurant dans son CRT remis au stade de l'Accord-cadre. Sauf mention contraire lors de la remise en concurrence, les Titulaires proposeront leur offre technique par l'intermédiaire d'un CRT d'un Marché subséquent (cf. CRT MS type annexe 3 du présent CCAP).

Le Titulaire, dans sa réponse technique aux consultations a une obligation de transparence sur :

- Les performances du ou des capteur(s) proposé(s) ;
- Les caractéristiques techniques du ou des capteur(s) proposé(s) ;
- Le caractère évolutif du ou des capteur(s) proposé(s) ;
- Les modalités et délais de livraison et/ou d'exécution ;
- Le délai maximum de réalisation des prestations sur lequel le titulaire s'engage pour l'ensemble des prestations ;

➤ *Offre financière*

✚ Pour un montant à prix global et forfaitaire

Sans préjudice des éventuelles demandes complémentaires figurant dans la lettre de consultation, l'offre financière doit comprendre au minimum :

- La désignation des éléments de l'offre ;
- La référence produit de chaque élément composant le capteur proposé ;
- Le prix public de chaque élément composant l'offre (fournitures et services) ;
- Le taux de remise accordé par le Titulaire au titre d'un Marché subséquent ;
- Le prix hors taxe pour chaque élément composant l'offre (fournitures et services) ;
- Le prix hors taxe pour chacune des prestations alternatives ou supplémentaires.

Sauf mention contraire lors de la remise en concurrence, les Titulaires proposeront leur offre financière par l'intermédiaire d'un CST.

Le Titulaire, dans sa réponse financière aux consultations, a une obligation de transparence sur la structuration de son offre et doit mentionner et décomposer le prix global et forfaitaire sur lequel il s'engage pour la réalisation de l'ensemble des prestations faisant l'objet du Marché Subséquent.

✚ Pour toute partie à bons de commandes

Le Titulaire doit également fournir un bordereau de prix associé au Marché Subséquent objet de la consultation. Ce bordereau des prix est relatif aux prestations associées (accessoires, pièces détachées, maintenance, consommables ...).

5.9 – Procédure d'acquisition hors Accord-Cadre

Outre le cas de l'infructuosité du Marché Subséquent, le Bénéficiaire peut ne pas recourir au présent Accord-Cadre lorsqu'il se trouve dans un des cas prévus par les articles R.2122-1 à R.2122-9-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

Chaque titulaire de l'Accord-cadre a l'obligation de transmettre au CNRS :

- Une adresse électronique valide,
- L'identité de(s) (la) personne(s) en charge de l'exécution de l'accord-cadre,
- Des éventuelles difficultés dans l'exécution de l'Accord-cadre.

Une pénalité pourra être appliquée en cas de non transmission de ces informations, conformément à l'article Pénalités relatives à l'accord-cadre du présent CCAP.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

7.1 – Généralités

Toute modification affectant le Titulaire de l'Accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du coordonnateur CNRS.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

7.2 – Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Changement de personne(s) ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification de la forme juridique sous laquelle le Titulaire exerce son activité ;
- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du Titulaire ;
- Modification du SIRET du Titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires ;
- Modification de l'adresse électronique utilisée pour les Remises en concurrence. Cette information doit être transmise au coordonnateur au moins un (1) mois avant la date de début d'utilisation demandée.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant, dans les outils de gestion des Bénéficiaires. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'Accord-cadre et la transmission d'un nouveau numéro de marché au Titulaire du présent Accord-cadre.

7.3 – Modification majeures

Le Titulaire doit informer le coordonnateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'Accord-cadre, dans les plus brefs délais, et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'Accord-cadre est transféré ou cédé.

Le Titulaire informe de la même manière les Bénéficiaires des Marchés subséquents conclus par ces derniers. En cas d'acceptation de la cession de l'Accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'Accord-cadre au nouveau Titulaire.

Dès l'acceptation par avenant de la cession, le CNRS informe les Bénéficiaires.

Chaque Bénéficiaire formalise, selon les règles qui lui sont applicables avec le nouveau Titulaire de l'Accord-cadre, le transfert du/des Marchés subséquents en cours.

Sont également considérées comme majeures toutes autres modifications affectant la possibilité du Titulaire, d'exécuter l'Accord-cadre et/ou les Marchés subséquents. Aussi, tout événement conduisant notamment le Titulaire à ne plus pouvoir présenter d'offres en réponse aux Remises en concurrence doit être mis à la connaissance du CNRS.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique s'appliquent en ce qui concerne les modifications apportées à l'Accord-cadre.

Une clause de réexamen est prévue en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Les modalités de cette clause sont telles que définies dans chaque marché subséquent par le Bénéficiaire.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

La résiliation de l'Accord-cadre peut être prononcée conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

9.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le CNRS se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en cours d'exécution, à tout moment, pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation de l'Accord-cadre n'ouvre droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.

La décision de résiliation est envoyée en recommandé avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur du CNRS au Titulaire et prend effet à compter de la réception de cet acte.

9.2 – Résiliation à la demande du Titulaire

Le CNRS peut mettre fin à l'exécution de l'Accord-cadre à la demande du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS.

En outre, si le Titulaire se trouve dans la situation de ne plus pouvoir exécuter l'Accord-cadre, il en informe par écrit le CNRS en motivant sa demande. Il peut alors solliciter la résiliation de son engagement contractuel pour le lot concerné par cette impossibilité.

Sous réserve de l'acceptation expresse, les modalités de la résiliation font l'objet d'une formalisation écrite entre les parties.

Par dérogation à l'article 40.2 du CCAG-FCS, le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

9.3 – Résiliation pour faute

La résiliation de l'Accord-cadre peut être prononcée pour faute du Titulaire dans l'exécution des prestations objet de ces contrats, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le CNRS peut alors résilier l'Accord-cadre en cours d'exécution, si :

- Après mise en demeure du Titulaire assortie d'un délai, des manquements contractuels avérés n'étaient pas corrigés dans le délai imparti,
- Après mise en demeure du Titulaire au niveau d'un ou plusieurs Marché(s) subséquent(s), des manquements contractuels avérés n'étaient pas corrigés dans le délai imparti.

La décision de résiliation est envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur du CNRS au Titulaire et prend effet à compter de la réception de cet acte.

Le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 10 – DROIT – LANGUE

En cas de litige dans l'exécution du présent Accord-cadre ou des Marchés subséquents, le litige est porté devant la juridiction administrative territorialement compétente. Seul le droit français est applicable. L'ensemble des documents composant l'Accord-cadre et les Marchés subséquents est rédigé en langue française. Cependant, le Titulaire peut remettre un descriptif technique des capteurs proposés, en langue anglaise. Dans ce cas, le Bénéficiaire peut en exiger une traduction en langue française.

ARTICLE 11 – MODALITES D'EXECUTION EN MATIERE DE CONFIDENTIALITE, DE PROTECTION DES DONNEES, DE SECURITE ET DE PREVENTION DES RISQUES

11.1 – Confidentialité et protection des données

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Les documents et livrables, quel que soit leur format, qui sont réalisés à l'occasion du présent Accord-cadre sont propriété exclusive du bénéficiaire qui passe le marché subséquent.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'Accord-cadre sans préavis, ni indemnité.

11.2 – Accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR)

11.2.1 – Mesures de sûreté

En complément de l'article 5 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'Accord-cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal en vigueur et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

11.2.2 – Certification

11.2.2.1 – Les informations communicables

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS, des établissements bénéficiaires l'Accord-cadre l'exige, les Bénéficiaires peuvent soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications, à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du Bénéficiaire.

Afin de permettre aux Bénéficiaires d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- Le patronyme et les prénoms de son agent ;
- Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - Titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le Bénéficiaire se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations.

11.2.2.2 – La procédure d’agrément

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d’autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées une fois connue la décision prise par le FSD, d’agrée ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre des bons de commande.

A l’issue de la procédure interne d’agrément, le Bénéficiaire peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l’accès aux équipements, installations et données concernés par l’objet du présent accord-cadre.

En cas de refus d’agrément d’un personnel du Titulaire, ce dernier a l’obligation de proposer la candidature d’une autre personne pour l’obtention de l’agrément.

Seule la décision d’agrément ou de refus d’agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée. Le refus d’agrément notifié par le Bénéficiaire vaut interdiction pour le demandeur d’accéder aux équipements, installations et données concernés par l’objet du présent accord-cadre. Le Bénéficiaire peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l’objet de la procédure d’agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire dédiées à l’exécution du présent accord cadre d’un personnel dont l’agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d’exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

11.2.3 – Mesures de portée générale

11.2.3.1 – La procédure d’agrément en cas de sous-traitance

Le Titulaire a l’obligation de s’assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables. Le Titulaire reste responsable du respect de celles-ci envers le Bénéficiaire.

Les conditions d’agrément des sous-traitants sont celles prévues par le Code de la commande publique et dans les modalités telles que précisées à l’article précédent.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le Bénéficiaire par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le Bénéficiaire se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l’autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s’engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s’engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l’obligation pour celui-ci de respecter l’ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d’information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent Accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le Bénéficiaire autorise celui-ci à résilier sans indemnités le Marché subséquent, aux frais et risques du Titulaire.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

Ainsi, la notification de l’Accord-cadre vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l’offre. En cours d’exécution, le Bénéficiaire dispose d’un délai de 21 jours calendaires pour procéder à l’acceptation d’un sous-traitant.

11.3 – Personnel du Titulaire

11.3.1 – Clauses concernant le personnel

Le Titulaire déclare être en règle avec l’ensemble des dispositions applicables en matière de droit du travail, notamment avec les dispositions des articles L.8221-1 et 2 du Code du travail, les dispositions des articles L.4153-1 à L.4153-5 et R.4153-6 du Code du travail ainsi que les conventions internationales et règles éthiques relatives aux droits de l’enfant.

Le personnel du Titulaire doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité (informatique ou non) en vigueur sur les sites des unités du Bénéficiaire.

11.3.2 – Réglementation relative au travail dissimulé

La régularité de la situation du personnel du Titulaire constitue une condition essentielle de l'exécution de l'Accord-cadre. Le Titulaire s'engage formellement à appliquer à son personnel l'ensemble des règles du droit du travail. A défaut, le Bénéficiaire se réserve le droit de résilier le Marché subséquent de plein droit dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

En particulier, conformément à la législation sur la lutte contre le travail clandestin (article L.8221-1 et 2 du Code du travail), le Titulaire garantit au Bénéficiaire que les employés qui participeront à l'exécution du contrat sont employés régulièrement. Le Titulaire garantit qu'il a obtenu des autorités compétentes les autorisations nécessaires, notamment au regard de la réglementation de l'immigration, pour les membres de son équipe intervenant dans l'exécution des Marchés subséquents.

A cet effet, il fournira au Bénéficiaire, au plus tard au jour de la signature du Marché subséquent une attestation sur l'honneur certifiant que les prestations visées au contrat seront exécutées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, 2 et 4 du Code du travail.

11.4 – Obligations de conseil

Le Titulaire assure son obligation de conseil dans le cadre de l'exécution du Marché subséquent. Dans le cadre de sa mission, le Titulaire est tenu d'informer le Bénéficiaire de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur l'exécution du Marché subséquent.

11.5 – Règlement général sur la protection des données

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018 et met l'accent sur la responsabilité des entreprises qui traitent des données. Le Titulaire du présent contrat doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données. L'ensemble des données clients traités en cours d'exécution du présent contrat est et reste la propriété du CNRS.

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L'EXECUTION DES MARCHES

SUBSEQUENTS

Sauf stipulation(s) particulière(s) figurant dans un Marché Subséquent établi par un Bénéficiaire, l'ensemble des clauses prévues au présent article s'applique par défaut à tous les Marchés Subséquents passés sur le fondement du présent Accord-cadre.

12.1 – Pièces contractuelles du Marché subséquent

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le Marché Subséquent est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le Cahier des Spécifications Techniques (CST) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du Bénéficiaire fait seule foi ;

- L'offre financière du Titulaire remise pour la consultation, telle que définie à l'article contenu des offres des Titulaires aux consultations relatives aux Marchés Subséquents du présent CCAP ;
- L'offre technique du Titulaire remise pour la consultation, telle que définie à l'article contenu des offres des Titulaires aux consultations relatives aux Marchés Subséquents du présent CCAP ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots de l'Accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, désigné « CCAG FCS » dans le présent CCAP.

Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque contraire ou modifiant les dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

12.2 – Objet du Marché Subséquent

Le Marché Subséquent précise l'objet du marché et son rattachement au lot concerné de l'Accord-cadre.

12.3 – Commencement d'exécution

Sauf précision contraire dans le courrier de notification du Marché Subséquent au Titulaire, la notification du Marché Subséquent emporte commencement d'exécution de ce dernier.

12.4 – Spécificités des marchés subséquents à tranches

Si le Marché Subséquent est un marché à tranches, le commencement d'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonné à l'affermissement de cette dernière par le Bénéficiaire. Pour ce faire, le Bénéficiaire notifie au Titulaire sa décision d'affermir par tout moyen permettant de donner une date certaine. Le délai d'affermissement de chaque tranche est indiqué dans le Marché Subséquent.

12.5 – Durée du marché subséquent

Le Marché subséquent prend fin à l'issue de la période de garantie ou de maintenance prévue dans le Marché Subséquent.

La date de fin d'un Marché Subséquent peut être postérieure à la date de fin de l'Accord-cadre en application duquel le dit marché a été passé.

12.6 – Délais

Par principe, les délais de livraison et/ou d'exécution maximum des Marchés Subséquents sont précisés par le Bénéficiaire dans le Marché Subséquent.

Par exception, lorsque un délai maximum n'est pas mentionné par le Bénéficiaire dans le Marché Subséquent, il figure dans l'offre du Titulaire.

Lorsque le Titulaire a proposé dans son offre, lors de la Remise en concurrence, un délai inférieur à celui indiqué dans le Marché Subséquent établi par le Bénéficiaire, le délai du Marché Subséquent est celui qui figure dans l'offre du Titulaire attributaire du Marché Subséquent.

12.7 – Montant du Marché Subséquent

Lorsque le Marché Subséquent est conclu à prix global et forfaitaire, le montant du Marché Subséquent figure dans le CST.

12.8 – Développement durable

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'Accord-cadre, sur simple demande du Bénéficiaire. En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché subséquent, les éventuelles modifications, demandées par le Bénéficiaire, afin de se conformer aux nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties, en application de l'article 7 du CCAG FCS. Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du Marché Subséquent, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des éléments et emballages constitués de matériaux recyclables ;
- En proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

12.9 – Emballage et transport

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du Marché Subséquent doivent être libellées en français, en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire du 19 mars 1996, publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996.

Les risques afférents au transport et à la livraison des matériels sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire est incité à utiliser un emballage respectueux de l'environnement, notamment :

- En utilisant des emballages pour lesquels les déchets produits lors de leur fabrication sont traités pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En utilisant des emballages comprenant des matériaux recyclés ;
- En utilisant des emballages réutilisables ;
- En diminuant le volume d'emballage utilisé ;
- En assurant le recyclage des emballages utilisés.

La prestation de transport peut également faire l'objet d'efforts écologiques de la part du Titulaire, notamment :

- Si le lieu d'expédition et si le délai de livraison le permet, en évitant le recours à l'avion ou au cargo ;
- En utilisant des véhicules économes en carburant traditionnel ;
- En utilisant des véhicules totalement ou partiellement électrique ou compatibles GPL ou GNV ;
- En recourant à des véhicules réduisant les nuisances sonores.

12.10 – Conditions de livraison

Sauf mention contraire dans le Marché Subséquent, la livraison sur le site du Bénéficiaire est assurée par le Titulaire.

Les livraisons doivent être effectuées aux heures d'ouverture et au lieu indiqué dans le Marché Subséquent.

Par dérogation aux dispositions de l'article 21 du CCAG FCS, le bon de livraison doit faire apparaître :

- La date d'expédition ;

- Le destinataire ;
 - L'adresse de livraison ;
 - La référence au Marché Subséquent ;
 - L'identification du Titulaire ;
 - L'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
 - Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.
- Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

12.11 – Garanties contractuelles

Les réclamations relatives à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré, émanent du Bénéficiaire. Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du Code civil, et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1245 à 1245-17 du Code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par l'Accord-cadre et le Marché Subséquent.

Conformément 33 du CCAG-FCS, les capteurs et les pièces détachées sont **intégralement** couverts par une garantie d'une durée **minimum de 12 mois**.

L'article 33 du CCAG-FCS s'applique sans aucune restriction à tous les instruments, accessoires inclus et livrés.

Si le Titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale de 12 mois et/ou une couverture plus étendue, les éléments de son offre qui sont plus favorables au Bénéficiaire que celles qui sont stipulées dans le présent CCAP engagent le Titulaire dans le cadre du Marché Subséquent.

La garantie commence à compter de la date d'admission des capteurs par le Bénéficiaire.

Dans le cas de l'indisponibilité d'un capteur non déployé supérieure à 30 jours cumulés sur une période de douze mois, la garantie de cet instrument est systématiquement prolongée à titre gratuit d'une durée minimum équivalente à son délai d'indisponibilité.

12.12 – Délai d'intervention et de réparation et délai de réponse à une demande d'intervention

Pendant toute la période de garantie, le Titulaire a une obligation de résultat concernant le respect du délai d'intervention et de réparation sur site en cas de panne des capteurs achetés et disponibles sur le site du Bénéficiaire en application du présent Accord-cadre.

Ce délai s'entend en jours calendaires à compter de la demande d'intervention. Il prend en compte la localisation du site de stockage du capteur objet du Marché Subséquent. Ce délai ne peut être supérieur à **5 mois**.

Conformément à l'article R 2161-13 du Code de la commande publique, le délai d'intervention et de réparation en cas de panne constitue une exigence minimale.

La demande d'intervention par le Bénéficiaire peut être effectuée par téléphone, confirmée par voie électronique.

L'enregistrement de la demande d'intervention doit faire l'objet d'une confirmation écrite (courriel) par le Titulaire qui dispose d'un délai maximum de **3 jours ouvrés** pour y répondre.

Le délai d'intervention commence dès l'enregistrement de la demande d'intervention du Bénéficiaire par le Titulaire.

Dans le cas du non-respect de ce délai, le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article *Pénalités pour non-respect du délai d'intervention en cas de panne* du présent CCAP.

ARTICLE 13 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX

13.1 – Forme des prix

Les Marchés Subséquents ordinaires ou à tranches optionnelles sont traités au prix global et forfaitaire précisé et décomposé par le Titulaire dans son offre.

S'agissant des Marchés Subséquents prenant la forme d'accords-cadres à bons de commande, la forme des prix est précisée dans le Marché Subséquent.

13.2 – Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais frappant obligatoirement les prestations, les charges fiscales, les sujétions du Titulaire, ainsi que les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation et à la mise en service ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires la garantie, le support technique, le cas échéant, la maintenance et les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Lorsque le Marché Subséquent est fractionné en tranches, aucune indemnité d'attente ou de dédit n'est versée au Titulaire dudit marché en cas de non affermissement des tranches optionnelles.

13.3 – Variation des prix

Les offres remises par le Titulaire lors de chaque consultation de Remise en concurrence, sont établies sur la base des conditions économiques en vigueur au jour de la remise des offres de ces Marchés subséquents.

Les modalités de variations des prix sont définies au Marché subséquent.

13.3.1 – Marché Subséquent à prix global et forfaitaire

Dans le cas d'un Marché Subséquent à prix global et forfaitaire, les prix sont fermes.

13.3.2 – Marché Subséquent à tranches

Dans le cas d'un Marché Subséquent fractionné en tranches, les prix de la tranche ferme sont fermes et non actualisables. Les prix de la tranche optionnelle peuvent être fermes ou actualisables selon les conditions prévues dans le Marché Subséquent.

13.3.3 – Marché Subséquent à bons de commande et marché mixte

Dans le cas d'un Marché Subséquent à bons de commande ou d'une partie à bons de commandes :

Puisque pouvant être soumis à des aléas majeurs du fait de l'évolution économique pendant la période d'exécution des prestations et par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, les prix du bordereau des prix unitaires tels que fournis par le titulaire, peuvent être révisés annuellement à la date anniversaire de notification du Marché Subséquent, sous réserve d'obtenir de la part du Titulaire une argumentation détaillée et reprenant de manière objective les éléments factuels l'amenant à réclamer cette variation de prix.

Le Bénéficiaire peut, à cette occasion, réclamer l'accès à tous les documents ou informations complémentaires pouvant permettre de justifier cette demande.

Cette demande ne peut intervenir qu'une fois par année d'exécution du Marché, et doit par ailleurs être reçue par le Bénéficiaire **au minimum un (1) mois** avant la date anniversaire du Marché Subséquent.

Les nouveaux tarifs ne peuvent devenir contractuels qu'après acceptation expresse du Bénéficiaire intervenant avant la date anniversaire du Marché Subséquent. Sans réponse du Bénéficiaire après la date anniversaire du Marché Subséquent, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le Bénéficiaire se réserve le droit de résilier sans indemnité le Marché Subséquent si annuellement l'augmentation moyenne des prix hors taxes maximum sur les prestations est **supérieure à 3%.**

Cette augmentation est calculée par la différence entre les derniers prix validés pour la période en cours du Marché Subséquent et ceux proposés à la date anniversaire de révision des prix. Le bordereau des prix unitaires fait apparaître le montant HT, la TVA et le montant TTC. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'émission de la facture.

Toutes les modalités de variation des prix du marché à bons de commande ou mixte sont indiqués au Marché subséquent.

Le Bénéficiaire pourra intégrer dans le Marché Subséquent une clause butoir.

ARTICLE 14 – AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du Titulaire, une avance lui est accordée pour chaque Marché subséquent, tranche optionnelle, ou bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le Titulaire de l'Accord-cadre attributaire d'un Marché Subséquent peut bénéficier d'une avance si le Marché Subséquent le prévoit. Si le Marché Subséquent est fractionné en tranches, l'avance est calculée pour chaque tranche.

Le taux de l'avance est indiqué dans le Marché Subséquent. Le montant de l'avance est déterminé conformément aux dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

Le Bénéficiaire ERIC Euro-Argo n'est toutefois pas soumis aux dispositions du présent article. Ce Bénéficiaire pourra donc prévoir des clauses ad-hoc pour chaque Marché Subséquent ou ne pas prévoir d'avance.

ARTICLE 15 – ACOMPTES

Les acomptes désignent des paiements partiels avant le complet achèvement des prestations.

Le marché subséquent peut prévoir l'échelonnement des demandes de paiement.

ARTICLE 16 – CONSTATATION DE L'EXECUTION

16.1 – Généralités

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le Bénéficiaire conformément aux dispositions prévues par l'article 2.5 du CCTP et les articles 27 à 31 du CCAG-FCS, excepté pour les points qui suivent.

Par dérogation aux articles 27 à 31 du CCAG FCS, les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le représentant du Bénéficiaire (directeur d'unité, responsable désigné par délégation du Bénéficiaire).

16.2 – Commencement – modalités et délais de vérification-admission des prestations

16.2.1 – Commencement des opérations de vérification des prestations

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de livraison des capteurs en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le CCTP de l'accord-cadre et dans le Marché Subséquent.

16.2.2 – Modalités et délais pour les opérations de vérification des prestations

Les opérations de vérifications sont effectuées en une seule étape. Elles ont pour but de constater que le matériel présente les caractéristiques techniques qui le rende apte à remplir les fonctions précisées, le cas échéant, par le Marché Subséquent ou, dans le silence de celui-ci, par la documentation du Titulaire

Par dérogation aux stipulations de l'article 27.3 du CCAG FCS, le Bénéficiaire n'avise pas automatiquement le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Les opérations de vérifications sont réalisées conformément aux stipulations du CCAG FCS et notamment de ses articles 27 et suivants.

Cependant, par dérogation aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG FCS, le délai dont dispose le Bénéficiaire pour formaliser un Procès-Verbal (PV) d'admission est de trente (30) jours calendaires à compter de la mise en service, sauf si un délai spécifique, qu'il soit plus court ou plus long, a été indiqué dans un Marché subséquent.

Si la vérification est positive, le Bénéficiaire procède à l'admission du matériel.

Si la vérification est négative, le Bénéficiaire prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement et/ou de rejet, le Titulaire, après intervention sur le matériel, notifie une nouvelle mise en ordre de marche.

ARTICLE 17 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS

17.1 – Facturation

Les factures sont établies et payées en "euros".

17.1.1 – Facturation électronique

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192- 3 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr/>.

Au choix du Titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail.

Chaque marché subséquent précise éventuellement les modalités liées à la facturation électronique à l'article 7 du CST-Type.

Pour les unités du **CNRS uniquement**, l'entête de la demande de paiement doit obligatoirement comporter les informations suivantes :

Pour le LOV :

- Numéro SIRET CNRS : 180 089 013 03720 ;
- Code service de l'entité facturée : FR3761 ;
- Adresse de facturation : CNRS SCD 1044 2 rue Jean Zay CS 10310 F-54519 Vandœuvre-Lès-Nancy Cedex ;
- Numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du Marché subséquent.

Pour le L'IMEV :

- Numéro SIRET CNRS : 180 089 013 03720 ;
- Code service de l'entité facturée : UMR7093 ;
- Adresse de facturation : CNRS SCD 3249 2 rue Jean Zay CS 10310 F-54519 Vandœuvre-Lès-Nancy Cedex ;
- Numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du Marché subséquent.

Pour Ifremer uniquement :

- Nom : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER
- Numéro SIRET : 330 715 368 00032
- Code de service : METROPOLE_DOM
- Numéro d'engagement : numéro du bon de commande

Les factures des fournisseurs étrangers peuvent être adressées à acp.visa.depenses@ifremer.fr

17.1.2 – Cas particulier pour ERIC Euro-Argo

Ce Bénéficiaire n'étant pas assujéti à l'utilisation du portail Chorus-Pro, les factures doivent être envoyées à l'adresse de facturation suivante :

EURO ARGO ERIC
Campus Ifremer
1625 Route de Sainte Anne
29280 Plouzané, France

Les factures originales peuvent aussi être envoyées par courriel au format PDF à : euroargo-secretariat@ifremer.fr

17.2 – Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement correspondant à l'exécution des prestations stipulées dans le Marché subséquent, après admission des prestations prononcées par le Bénéficiaire habilité à cet effet, sont adressées par le Titulaire au Bénéficiaire.

Le Marché subséquent peut autoriser l'échelonnement des présentations de demandes de paiement. A chaque demande de paiement doit correspondre la réalisation d'une prestation objet du Marché subséquent.

Conformément à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures doivent être rédigées en langue française et comporter les mentions suivantes :

Pour le CNRS :

- le numéro du Marché Subséquent attribué par le Bénéficiaire ;
- le numéro d'engagement comptable ;
- le nom et l'adresse complète de l'unité destinataire des matériels ;

- le nom du Bénéficiaire ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire.

Pour l'frimer :

- Libellé au nom de l'frimer ;
- Adresse de facturation ;
- Identification du tiers ;
- N° SIRET ;
- N° TVA intracommunautaire ;
- N° IBAN ;
- N° Facture ;
- N° Commande (SAP) ;
- Objet de commande (nature) ;
- Objet de commande (quantité) ;
- Montant total HT ;
- TVA (montant, taux).

En outre, pour chaque élément du matériel portant un numéro de référence publique distinct et, le cas échéant, pour chaque service exécuté :

- la désignation complète ;
- le ou les numéros de référence(s) publique(s) indiqué(s) sur l'offre économique remise lors de la consultation de Remise en concurrence ;
- la quantité ;
- la date de livraison et/ou d'exécution ;
- le prix public unitaire hors taxes ;

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraînera le rejet de la facture.

Le montant total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

17.3 – Délai de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues par le Bénéficiaire, au titre des Marchés subséquents issus du présent Accord-cadre, est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture transmise par le Titulaire. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations prévue au Marché subséquent lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par le Titulaire. À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au Titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date.

Le Bénéficiaire qui constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, peut rejeter la facture en notifiant au Titulaire par tout moyen les raisons imputables au Titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le délai maximum de paiement d'une indemnité de résiliation éventuelle est le délai maximum de paiement prévu au présent contrat. Il commence à courir à partir du moment où, la décision de résiliation étant notifiée, le montant de l'indemnisation est arrêté.

17.4 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans aucune formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

17.5 – Comptable assignataire – Cession de créances des marchés subséquents

Le comptable assignataire est celui de chaque Bénéficiaire, précisé à l'annexe 2 de l'acte d'engagement ou le cas échéant dans le Marché Subséquent.

Les comptables assignataires de la dépense et les personnes habilitées à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances qui sont les ordonnateurs sont l'un de ceux figurant à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

ARTICLE 18 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

18.1 – Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant au Bénéficiaire ou à des tiers. Tant que les équipements restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du Bénéficiaire, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause.

18.2 – Assurance

Les Titulaires de l'Accord-cadre et leurs sous-traitants doivent contracter les assurances permettant de garantir leur responsabilité civile et professionnelle à l'égard du Bénéficiaire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution du Marché subséquent pendant toute sa durée.

Le Titulaire doit produire, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché subséquent et avant tout début d'exécution de celui-ci, une attestation de son assureur valable à la date de notification du marché, précisant les risques et montants garantis, les montants des franchises applicables, l'identité de l'assureur et de l'assuré.

Chaque année, le Titulaire doit présenter une nouvelle attestation d'assurance actualisée et l'adresser au Bénéficiaire par voie électronique à l'adresse qui lui sera communiquée après notification du marché.

À tout moment durant l'exécution du Marché subséquent, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Bénéficiaire et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 19 – PENALITES APPLICABLES

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché subséquent, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le Bénéficiaire applique au Titulaire les pénalités suivantes après lui avoir demandé de présenter ses observations par écrit dans un délai de quinze (15) jours resté sans réponse ou si le Bénéficiaire considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable. Si ces observations sont acceptées par le Bénéficiaire, ce dernier diminue ou exonère les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le montant total de l'ensemble des pénalités appliquées dans le cadre de l'exécution d'un marché subséquent ne peut dépasser 20% du prix global et forfaitaire HT ou de la tranche concernée ou de la partie forfaitaire, en cas de marché mixte, dudit marché subséquent.

Les pénalités applicables sont cumulables entre elles et complètent l'article 14 du CCAG FCS.

Ces pénalités sont déduites du montant restant dû par le Bénéficiaire ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont dues dès le premier euro et dès le premier jour de retard. Celles-ci sont exprimées en jours calendaires, et incluent donc les samedis, les dimanches et les jours fériés.

19.1 – Pénalités pour non réponse aux Remises en concurrence

Conformément à l'article *Obligation du Titulaire de répondre aux Remises en concurrence* du présent document, le Titulaire, s'il ne dépose pas d'offre en réponse à une Remise en concurrence, s'engage à répondre au Bénéficiaire en explicitant les raisons qui le conduisent à ne pas déposer d'offre.

A défaut, il encourt une pénalité de cinq cent euros (500 €) par absence de réponse à partir de la troisième absence de réponse non justifiée. Ce décompte s'opère par Bénéficiaire.

19.2 – Pénalités pour retard d'exécution

Si le délai d'exécution du Marché Subséquent est dépassé et, par dérogation de l'article 14.1 du CCAG-FCS, le Titulaire peut, sur décision du Bénéficiaire, se voir appliquer les pénalités journalières calculées par application de la formule suivante, à compter du premier jour de retard, tout jour entamé étant dû :

$$P = V \times R / 200$$

dans laquelle :

- P est le montant des pénalités ;
- V est la valeur des fournitures et/ou prestations en retard ;
- R est le nombre de jours calendaires de retard sur le délai d'exécution.

19.3 – Pénalités pour non-respect du délai d'intervention et de réparation en cas de panne

En garantie, en cas de dépassement du délai d'intervention et de réparation sur lequel s'est engagé le Titulaire dans le Marché Subséquent conclu en application du présent Accord-cadre, le Titulaire peut, sur décision du Bénéficiaire, se voir appliquer une pénalité calculée par l'application de la formule suivante, tout jour entamé étant dû :

$$P = V \times R / 400$$

dans laquelle :

- P est le montant des pénalités ;
- V est la valeur qui correspond au prix initial d'achat de l'instrument. Cette valeur baisse de 25% la première année à l'issue de la période de garantie, puis de 5% par année supplémentaire ;

- R est le nombre de jours calendaires de retard sur le délai d'intervention contractuel. Le délai R correspond au nombre de jours écoulés entre la date d'enregistrement de la demande d'intervention du Bénéficiaire par le Titulaire, jusqu'à la date effective d'intervention et de réparation du Titulaire déduit du délai d'intervention et de réparation contractuel prévu dans le Marché Subséquent.

19.4 – Pénalités pour non-respect du délai de réponse à une demande d'intervention

En cas de dépassement du délai de réponse à une demande d'intervention sur lequel s'est engagé le Titulaire dans le Marché Subséquent conclu en application du présent Accord-cadre, le Titulaire peut, sur décision du Bénéficiaire, se voir appliquer une pénalité calculée par l'application de la formule suivante, tout jour entamé étant dû :

$$P = V \times R / 1\,000$$

dans laquelle :

- P est le montant des pénalités ;
- V est la valeur des fournitures et/ou prestations en retard ;
- R est le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai de réponse contractuel.

19.5 – Pénalités pour non-transmissions des informations prévues à l'article 6 du présent CCAP

Conformément à l'article 6 communication, le Titulaire a l'obligation de transmettre au CNRS *les informations prévues à l'article précité*. Le Titulaire, s'il ne dépose pas d'offre en réponse à une Remise en concurrence, s'engage à répondre au Bénéficiaire en explicitant les raisons qui le conduisent à ne pas déposer d'offre. A défaut, il encourt une pénalité de cent euros (100 €) par constat. Ce décompte s'opère par Bénéficiaire.

ARTICLE 20 – RÉSILIATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

20.1 – Résiliation sans faute

La résiliation sans faute des Marchés subséquents s'effectue conformément et dans les cas prévus aux articles 39 et 42 du CCAG-FCS.

20.2 – Résiliation pour faute

La résiliation des Marchés subséquents peut être prononcée pour faute du Titulaire dans l'exécution des prestations objet de ces marchés, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le Bénéficiaire peut résilier les Marchés subséquents en cours d'exécution, si après mise en demeure du Titulaire assortie d'un délai, des manquements contractuels avérés n'étaient pas corrigés dans le délai imparti. Ces dispositions ont lieu de s'appliquer dès lors que le délai d'exécution du Marché subséquent défini à l'article *Délai d'exécution* est dépassé d'un mois.

Si le montant des pénalités appliquées atteint 20 % du prix global et forfaitaire du marché ou de la tranche concernée ou du bon de commande en cas de marché mixte (prix HT, exonéré de TVA), le Bénéficiaire se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché pour faute et aux torts du Titulaire, sans mise en demeure préalable.

La décision de résiliation est envoyée en recommandé avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur au Titulaire et prend effet à compter de la réception de cet acte. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

20.3 – Litiges relatifs à un marché subséquent

En cas de litige entre le Bénéficiaire et le Titulaire du Marché Subséquent, ceux-ci s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution du Marché Subséquent.

En cas de litige relatif à l'exécution d'un Marché Subséquent, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs CS 61039, 06050 Nice. Le numéro de téléphone est le 04 89 97 86 00 et l'adresse électronique est : greffe.ta-nice@juradm.fr.

ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG-FCS POUR L'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS selon le tableau ci-après

Article du CCAP	Article du CCAG
9.1	38 et 42
9.2	40
11.1	5.1.1 et 41.2
12.1	4.1
12.10	21
13.3.3	10 et 42
16.1	27 à 31
16.2.2	27.3
16.2.2.1	28.2
16.2.2.2	28.2
19	14, 14.1.1 et 14.3
19.2	14.1